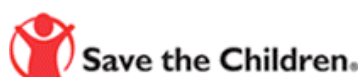
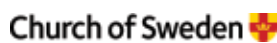


DES ESPOIRS RÉDUITS À NÉANT

Prolongement du blocus de Gaza



CE RAPPORT EST PUBLIÉ PAR :

AMNESTY INTERNATIONAL UK

BROEDERLIJK DELEN

CAFOD

CARE ÖSTERREICH

CCFD-TERRE SOLIDAIRE

CHRISTIAN AID

CHURCH OF SWEDEN

CORDAID

DIAKONIA

RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME (REMDH)

HANDICAP INTERNATIONAL

ICCO

IKV PAX CHRISTI

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME (FIDH)

MEDICAL AID FOR PALESTINIANS

MEDICO INTERNATIONAL

MERLIN

MS ACTION AID DENMARK

NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL (NRC)

QUAKER COUNCIL FOR EUROPEAN AFFAIRS

OXFAM INTERNATIONAL

REHABILITATION AND RESEARCH CENTRE FOR TORTURE VICTIMS (RCT)

REDD BARNA

SAVE THE CHILDREN UK

TROCAIRE

UCP

Photo: Karl Schembri/Oxfam

A moitié dans le noir: une partie de Gaza plongée dans l'obscurité lors d'une coupure de courant.

1. INTRODUCTION



Photo: Karl Schembri/Oxfam

Des Palestiniens ramassent le gravier des bâtiments détruits à Gaza, ici près du passage d'Erez, à proximité de la « zone de sécurité israélienne.

Le 20 juin 2010, devant une pression internationale considérable, le gouvernement israélien a annoncé une série de mesures destinées à « assouplir » son blocus illégal sur la bande de Gaza. Ces mesures portent notamment sur :

- La publication d'une liste de biens ne pouvant être importés à Gaza et autorisant tous les autres biens à y entrer;
- L'expansion et l'accélération de l'importation de matériaux de construction pour des projets internationaux;
- L'expansion des opérations aux points de passage et l'ouverture de nouveaux points de passage en cas de nécessité d'une capacité de traitement supplémentaire et si les conditions de sécurité le permettent;
- La rationalisation des autorisations d'entrée/de sortie pour des raisons médicales et humanitaires et pour les travailleurs d'associations humanitaires;
- La mise en place de nouvelles solutions pour faciliter la libre circulation des personnes si les conditions et la sécurité le permettent.¹

Une grande partie de la communauté internationale, y compris Tony Blair, représentant du Quartet, a exprimé l'espoir que cet assouplissement entraîne un changement majeur et soulage la détresse de la population civile palestinienne de Gaza.² Toutefois, cinq mois plus tard, les signes d'amélioration sur le terrain sont insignifiants étant donné que « l'assouplissement » ne touche nullement aux fondements de la politique illégale ayant mis en place le blocus. Afin d'avoir un impact positif sur la vie quotidienne de 1,5 millions de Palestiniens à Gaza, dont la moitié sont des enfants, Israël doit lever complètement son blocus sur la bande de Gaza.

Alors que le gouvernement israélien s'est engagé à étendre et accélérer les importations de matériaux de construction destinés aux projets internationaux, il n'a approuvé à ce jour que 7% du plan de construction relatif aux projets de l'UNRWA à Gaza et seule une faible partie des matériaux de construction nécessaires pour mener à bien ces quelques projets ont été autorisés à pénétrer sur la bande de Gaza pour servir à la construction d'écoles et de centres de santé³. Les Nations unies considèrent que Gaza a besoin de 670.000 camions de matériaux de construction, tandis qu'à peine 715 de ces chargements ont été reçus en moyenne chaque mois depuis l'annonce de « l'assouplissement ».⁵

Bien que le gouvernement israélien se soit engagé à multiplier les opérations aux points de passage et à ouvrir de nouveaux points de passage si nécessaire, et bien qu'il ait certes accru le nombre d'opérations au point de passage restreint de Kerem Shalom, le point de passage commercial de Karni est à l'arrêt. Alors que le gouvernement israélien s'est engagé à plus que doubler les opérations au niveau du convoyeur à courroie de Karni, celles-ci ont en fait diminué depuis « l'assouplissement ». Les exportations restent interdites et, en dehors de l'activité humanitaire d'exportation d'une petite quantité de fraises, pas un seul camion n'a jusqu'à présent quitté Gaza depuis « l'assouplissement »

En dépit de l'augmentation significative du nombre de denrées alimentaires entrant à Gaza, de nombreux biens humanitaires, y compris l'équipement vital d'approvisionnement en eau, qui ne figure pourtant pas sur la liste des interdictions dressée par Israël, n'obtiennent toujours pas de permis. Les deux tiers des usines de Gaza indiquent n'avoir pas reçu ou n'avoir reçu que quelques-unes des matières premières dont elles ont besoin pour recommencer à fonctionner. Par conséquent, 39% des résidents demeurent sans emploi et sont incapables d'acquérir des denrées dans les magasins. Sans matières premières et sans possibilité d'exportation, les entreprises de Gaza ne sont pas en mesure de concurrencer les nouvelles denrées importées, qui sont meilleur marché. En raison du développement économique, 80% de la population dépend de l'aide internationale.

Un plus grand nombre d'hommes et femmes d'affaires palestiniens ont été autorisés à quitter Gaza, mais les résidents ordinaires continuent de se voir refuser l'accès à leurs amis et à leurs familles, ainsi qu'aux opportunités d'étudier en Cisjordanie, à Jérusalem-Est ou à l'étranger.

Bien que les restrictions en termes de sortie de et d'accès à Gaza remontent aux années 1990, ces restrictions ont été intensifiées et ont conduit au blocus actuel après la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas en juin 2007. Le cabinet de sécurité israélien a déclaré la bande de Gaza « territoire hostile » et a décidé d'imposer des sanctions additionnelles restreignant le passage des biens, des combustibles et des personnes. Israël a le devoir de protéger ses citoyens des menaces pesant sur sa sécurité et les mesures que l'Etat adopte à cet effet doivent se conformer aux lois internationales sur les droits de l'homme et le droit humanitaire.⁶ En tant que puissance d'occupation, le pays a l'obligation légale de protéger la sécurité, les droits et les besoins de la population civile occupée. Le gouvernement israélien estime que les restrictions et les procédures s'inscrivent dans le cadre d'une guerre légitime.⁷ Toutefois, le Comité international de la Croix-Rouge a récemment confirmé que le blocus constitue une punition collective à l'encontre de toute la population civile de Gaza et représente une violation claire du droit humanitaire international.

Suite à l'annonce par Israël de mesures destinées à « alléger » le blocus, l'attention internationale s'est concentrée sur les négociations israélo-palestiniennes et la pression exercée par la communauté internationale pour obtenir la levée du blocus est retombée. L'approche actuelle risque de perpétuer une situation inacceptable et ne reconnaît nullement le fait qu'il ne peut y avoir une résolution juste et durable du conflit israélo-palestinien sans qu'il ne soit mis fin à l'isolement et à la punition du peuple de Gaza. Le gouvernement israélien et une partie de la communauté internationale demeurent réticents à l'idée de lever complètement le blocus tant que le Hamas détiendra le pouvoir à Gaza. Or, le maintien des droits et la satisfaction des besoins des civils de Gaza ne peuvent être conditionnés à d'autres objectifs politiques. Les civils résidant à Gaza ne peuvent attendre la fin des négociations israélo-palestiniennes.

La levée du blocus de Gaza demeure un impératif juridique, économique et politique pour tous ceux qui veulent une solution durable au conflit israélo-palestinien. Le moment est venu de prendre des mesures crédibles et efficaces.

« L'ASSOUPLISSEMENT » ISRAËLIEN DU BLOCUS DE GAZA : PROMESSES ET RÉALITÉS

MESURES D' « ASSOUPLISSEMENT » ANNONCÉES LE 20 JUIN 2010 ⁸	RÉSUMÉ DE LA MISE EN OEUVRE DE LA MESURE ET DE SES RÉSULTATS
Importations	
<ul style="list-style-type: none"> Publication d'une liste des produits non autorisés à Gaza (« liste négative »). Tous les produits non repris sur cette liste pourront entrer à Gaza. 	<ul style="list-style-type: none"> Les importations ont augmenté de 20% à 35% par rapport aux niveaux enregistrés avant le blocus. Ces importations concernent essentiellement des biens de consommation, notamment des denrées alimentaires.⁹ La liste négative publiée va bien au-delà de la définition internationale des biens à double usage.¹⁰ Un grand nombre de produits non repris dans la liste requièrent encore une approbation spéciale. Peu de ces approbations ont été délivrées à ce jour.¹¹ Les importations de nombreuses matières premières font encore l'objet de restrictions.¹² Impact négatif des importations bon marché sur la production locale.
Matériaux de construction	
<ul style="list-style-type: none"> L'entrée de matériaux de construction soumis à restrictions destinés aux projets internationaux développés à Gaza doit être approuvée par l'Autorité palestinienne. Extension et accélération des importations de ces matériaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Les importations de matériaux de construction ne sont encore qu'à 11% des niveaux enregistrés avant le blocus.¹³ Retards et coûts supplémentaires dus à la complexité des procédures d'approbation et de contrôle. Seuls 25 projets UNRWA ont reçu un accord de principe, soit 7% du plan de construction de l'UNRWA. Seule une faible part des matériaux nécessaires pour ces 25 projets ont été reçus.¹⁴ La reconstruction des logements est entravée par l'exclusion du secteur privé.
Opérations aux points de passage	
<ul style="list-style-type: none"> Extension des opérations et de la capacité aux points de passage vers Gaza, afin de permettre le traitement d'un volume nettement plus important de marchandises (de traversée accordée ultérieurement à 250 camions par jour au point de passage de Kerem Shalom et devant passer à 400 au cours du premier semestre 2011. Passage de 360 camions par semaine au point de passage de Karni.¹⁵) Ouverture de points de passage additionnels « si un accroissement de la capacité de traitement s'avère nécessaire et si les questions de sécurité sont résolues ». 	<ul style="list-style-type: none"> Les opérations aux points de passage sont encore loin d'être suffisantes vu le niveau d'importation et d'exportation requis. Point de passage de Kerem Shalom : entrée de 183 camions par jour en moyenne, contre 86 avant l'assouplissement.¹⁶ Le point de passage de Karni, possédant une capacité de traitement de plus de 750 camions par jour, reste fermé, à l'exception d'un convoyeur à courroie. Le convoyeur ne traite que 137 camions par semaine en moyenne, contre 158 avant « l'assouplissement ». La capacité actuelle n'atteint encore que 38% de celle promise.¹⁷ Le point de passage d'Erez est uniquement ouvert pour la circulation des personnes, laquelle est soumise à restrictions. Les autres points de passage, à savoir Sufa et Nahal Oz, restent fermés.
Circulation des personnes	
<ul style="list-style-type: none"> Rationalisation des autorisations d'entrée et de sortie pour raisons humanitaires et médicales et pour les travailleurs des organisations humanitaires. « Si les conditions s'améliorent », de nouvelles solutions seront envisagées pour faciliter la circulation des personnes de et vers Gaza. 	<ul style="list-style-type: none"> Accroissement du nombre d'autorisations octroyées aux hommes et femmes d'affaires. Une interdiction générale d'entrée et de sortie reste en vigueur partout. Aucune extension des quelques exceptionnelles catégories de Palestiniens autorisés à voyager à travers les points de passage israéliens. Le nombre de sorties n'atteint pas 1% du niveau de 2000.¹⁸ Moins d'autorisations accordées au personnel humanitaire local des Nations unies qu'avant « l'assouplissement ». ¹⁹ La politique d'octroi des permis aux travailleurs des associations humanitaires et aux malades demeure arbitraire, imprévisible et longue.
Non mentionnés dans l'annonce :	
Exportations	
<ul style="list-style-type: none"> L'interdiction imposée sur les exportations est maintenue. En dehors de l'activité humanitaire d'exportation d'une petite quantité de fraises, pas un seul camion n'a quitté Gaza à ce jour depuis « l'assouplissement ». Israël a manifesté une certaine volonté d'autoriser les exportations à partir du printemps 2011 mais impose la présence obligatoire de membres de l'Autorité palestinienne aux points de passage.²⁰ 	
Importations de combustibles	
<ul style="list-style-type: none"> Aucun assouplissement concernant les restrictions en matière de combustibles. Les importations de combustibles pour les centrales électriques sont limitées à 68% de la capacité maximale. Les importations de gaz de cuisine couvrent environ 53% des besoins moyens. Pratiquement aucune importation de diesel et d'essence pour le secteur commercial.²¹ Compte tenu des restrictions des importations de combustibles pour les centrales électriques, exacerbées par les désaccords intra-palestiniens, la population subit un manque chronique d'électricité et des pannes de courant régulières qui affectent la fourniture de services essentiels, y compris l'approvisionnement en eau, le traitement des eaux usées et les services sanitaires. 	
Zone tampon	
<ul style="list-style-type: none"> Aucun changement. L'accès à environ 35% des terres arables de Gaza et 85% des zones maritimes de pêche demeure restreint par la « zone tampon » israélienne. Cette mesure a un impact dévastateur sur l'économie, ainsi que sur les droits et la subsistance de la population. Quelque 178.000 personnes sont directement affectées.²² Les frontières des zones à accès restreint sont largement arbitraires et les transgresseurs en sont tenus à l'écart par des tirs à balles réelles : 6 civils ont été tués (dont 2 enfants) et 57 ont été blessés (dont 14 enfants) par des tirs israéliens dans la zone tampon depuis « l'assouplissement » du blocus.²³ 	

2. PARALYSIE DE L'ÉCONOMIE



Photo: Karl Schembri/Oxfam

Khaled Nasan, ancien propriétaire d'une usine textile, vend à présent des vêtements de seconde main provenant d'Israël sur le marché de Gaza : « Jusqu'en 2004, nous envoyions jusqu'à 400 pièces par jour vers Israël, des pantalons aux chemises en passant par les sous-vêtements. Nous dépendons désormais des vêtements de seconde main que les Israéliens nous envoient. Je gagnais 1000 shekels par jour. Aujourd'hui, quand j'ouvre mon échoppe, j'espère seulement avoir assez d'argent en fin de journée pour nourrir ma femme et mes quatre enfants et payer les frais universitaires de deux d'entre eux. L'UNRWA nous envoie de l'aide alimentaire. Je remercie le Seigneur parce que je ne sais pas ce que nous ferions si nous ne l'avions pas. »

La situation dans la bande de Gaza : indicateurs humanitaires clés

- 80% de la population dépend de l'aide internationale.³⁵
- 61% de la population est en situation d'insécurité alimentaire.³⁶
- Le taux de chômage atteint 39%, l'un des plus élevés au monde.³⁷
- Les pannes d'électricité durent généralement 4 à 6 heures par jour, et souvent davantage.³⁸
- 60% de la population de Gaza ne reçoit de l'eau courante qu'une fois tous les 3 à 4 jours, pendant 6-8 heures.³⁹
- 50 à 80 millions de litres d'eaux usées non traitées ou partiellement traitées sont rejetés dans la mer tous les jours.⁴⁰
- Environ 90% de l'eau destinée aux résidents de Gaza n'est pas potable et est contaminée par des sels et des nitrates.⁴¹
- 75% des logements sérieusement endommagés en raison de l'opération Plomb durci n'ont pas été reconstruits.⁴²

Les mesures israéliennes d'« assouplissement » ont relâché les restrictions imposées sur le nombre d'importations de nombreux produits de base interdits depuis l'imposition du blocus en juin 2007, comme les épices, les vêtements, les cosmétiques, les réfrigérateurs et les voitures, et ont réduit leur acheminement par les tunnels creusés sous la frontière égyptienne. La population de Gaza peut ainsi avoir plus aisément accès à ces biens, souvent moins onéreux et de meilleure qualité que ceux passant par les tunnels. Toutefois, le nombre de produits importés reste soumis à restriction et, vu l'appauvrissement général causé par le blocus, peu nombreux sont ceux qui, à Gaza, peuvent se permettre d'acheter un grand nombre de ces biens.

Les biens de consommation constituent la majorité des volumes d'importation. Les denrées alimentaires, qui représentent moins de 20% des biens qui entrent à Gaza avant le blocus, atteignent à présent 44% des importations.²⁴ Pour relancer la production locale et raviver l'économie, les importations de matières premières sont vitales. Alors que certaines matières premières, telles que les textiles, le bois, les concentrés de boissons et la margarine industrielle, commencent à arriver sur le territoire de Gaza, un grand nombre demeurent soumises à restrictions. Une enquête menée auprès des entreprises gazaouies entre juillet et septembre 2010 a révélé que seules 18% des entreprises ont indiqué avoir reçu toutes les matières premières dont elles ont besoin, tandis que 44% n'en ont reçu qu'une partie et 38% n'ont rien reçu.²⁵

Outre la limitation de l'accès aux matières premières, le secteur productif gazaoui est paralysé par le maintien de l'interdiction des exportations.²⁶ Dans le passé, l'économie de Gaza dépendait largement des exportations de produits tels que les meubles, les vêtements et textiles, les denrées alimentaires et les produits agricoles, permettant à des dizaines de milliers de travailleurs et à leur famille de subsister. L'activité économique de Gaza dépend à présent de la demande locale, qui, à son tour, est entravée par le faible pouvoir d'achat de la population et la taille relativement réduite du marché local.²⁷

Même dans l'Accord sur la circulation et l'accès signé par Israël en 2005, l'objectif fixé pour les exportations à partir de Gaza était de 400 camions par jour. Or, sous le blocus imposé depuis juin 2007, seul un total de 224 camions contenant des marchandises d'exportation a pu quitter Gaza (envois occasionnels d'œilllets et de fraises).²⁸ Entre-temps, les seules exportations hors de Gaza empruntent les tunnels creusés sous la frontière égyptienne.

Selon la Banque mondiale, l'interdiction des exportations, associée aux restrictions imposées sur les importations de matières premières « empêchent la relance du secteur privé ».²⁹ Actuellement, 65% des entreprises industrielles de Gaza sont fermées et le reste ne fonctionne qu'à capacité réduite. Le secteur emploie actuellement 6.000 travailleurs, alors qu'il en comptait 35.000 avant le blocus.³⁰

Paradoxalement, l'« assouplissement » des importations affecte également la production locale résiduelle. De nombreux producteurs gazaouis sont incapables de concurrencer les prix inférieurs des nouveaux produits d'importation, comme les textiles bon marché d'origine chinoise et les produits alimentaires israéliens, tandis que l'accès à leurs anciens marchés d'exportation leur reste interdit.³¹

La croissance économique tant évoquée de 16% à Gaza concerne la période comprise entre le premier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010, avant « l'assouplissement ». La Banque mondiale attribue en partie cette croissance à une base de comparaison revue à la baisse, en raison de la chute de l'activité économique pendant l'opération Plomb durci et durant les mois suivants de 2009. Selon la Banque mondiale, cette croissance reflète également l'afflux de l'assistance humanitaire, la prospérité des opérations menées à travers les tunnels et les mesures limitées d'assouplissement prises par Israël pendant cette période.³² Le FMI ajoute que cette croissance « ne devrait pas durer si les importations de biens d'investissement privés et les exportations vers Israël restent prohibées ».³³ La production économique par habitant de Gaza est aujourd'hui de 40% inférieure à son niveau de 1994, au début du processus de paix d'Oslo.³⁴

3. MANQUE DE LOGEMENTS ET D'ÉCOLES



Photo: Karl Schembri/Oxfam

Reem Said Hassanein, mère de 6 enfants, résidant à Zeitoun, mariée à un travailleur du secteur de la construction au chômage, bénéficiaire du Programme alimentaire urbain d'Oxfam : « Aujourd'hui, c'est la première fois depuis trois ans que mon mari a une journée de travail. Je ne sais pas de quoi demain sera fait, parce que le travail n'est jamais garanti. Dieu merci, quelques chantiers de construction ont été entamés, maintenant que de petites quantités de ciment ont commencé à rentrer à Gaza. Quand nous nous sommes mariés, nous avons pu acheter notre maison et des meubles et nous vivions bien, mais à présent, je ne pourrais même pas préparer un petit-déjeuner pour mes enfants le matin avant qu'ils partent à l'école si je n'avais pas les tickets alimentaires. »

40.000 enfants n'ont pu accéder aux écoles administrées par les Nations unies

Étant donné que l'UNRWA n'a pu obtenir les matériaux de construction nécessaires pour bâtir de nouvelles écoles, 40.000 enfants admissibles n'ont pu être inscrits dans les écoles de l'UNRWA au début de la nouvelle année scolaire et se sont dirigés vers des écoles administrées par le Hamas. Plus de 90% des écoles sous l'égide de l'UNRWA organisent déjà le travail en double équipe et des conteneurs servent parfois de salles de classe. A ce jour, Israël n'a octroyé un accord de principe que pour la construction de 6 des 100 écoles indispensables pour que l'UNRWA puisse accueillir tous les élèves au cours des prochaines années.⁴⁸

D'après les agences des Nations unies, la bande de Gaza a besoin d'environ 86.000 nouveaux logements pour faire face au récent accroissement de la population et remplacer les maisons détruites ou endommagées lors des opérations militaires israéliennes. Plus de 670.000 camions de matériaux de construction devraient pouvoir entrer à Gaza pour permettre la construction de ces logements.⁴⁵ Depuis « l'assouplissement » du blocus, seuls 715 camions de matériaux de construction tous usages (pas uniquement pour le logement) ont pu pénétrer à Gaza chaque mois en moyenne, soit à peine 11% du niveau enregistré avant le blocus.⁴⁶ A ce rythme, plusieurs décennies seraient nécessaires pour construire les logements requis, alors que les besoins s'intensifient chaque jour que dure le blocus.

Depuis « l'allègement » du blocus, les autorités israéliennes n'ont approuvé que 25 projets UNRWA (tels que des écoles, des centres médicaux et des logements), soit à peine 7% du plan de construction élaboré par l'UNRWA. Seule une faible partie des chargements nécessaires pour achever ces 25 projets ont été reçus à ce jour. Les retards ont un impact extrêmement préjudiciable sur le programme de construction de l'UNRWA.⁴⁷

Dans son annonce du 20 juin, le gouvernement israélien s'est engagé à autoriser, étendre et accélérer les importations de matériaux de construction à Gaza pour les projets mis en œuvre par la communauté internationale et approuvés par l'Autorité palestinienne (AP). Cependant, ces projets ne progressent que très lentement en raison de la longueur du processus israélien d'approbation et des exigences onéreuses imposées en matière de contrôle et de vérification. Après avoir obtenu une approbation de principe, chaque projet doit faire l'objet d'un calendrier détaillé négocié et chaque chargement lui étant destiné doit ensuite être approuvé. L'utilisation de chaque matériau de construction doit être extrêmement circonstanciée, depuis le point d'entrée sur le territoire de Gaza jusqu'à son utilisation finale, au moyen de comptes rendus réguliers et de photos. En conséquence, les agences internationales et leurs donateurs doivent supporter des coûts additionnels significatifs.

L'un des facteurs entraînant des retards réside dans la limitation des opérations menées au niveau du convoyeur à courroie du point de passage de Karni, utilisé pour les importations de matériaux de construction, ainsi que de blé et de fourrage animalier. En dépit de l'accord israélien en juillet 2010 d'étendre le traitement à 120 camions par jour à raison de 3 jours par semaine⁴⁸, le convoyeur continue à ne traiter que 80 camions, 2 jours par semaine, à savoir moins de la moitié de la capacité hebdomadaire promise (et le convoyeur ne fonctionne souvent qu'un seul jour par semaine en raison des pannes techniques fréquentes). En fait, le nombre moyen hebdomadaire de camions entrant dans la bande de Gaza via le convoyeur est passé de 158 avant « l'assouplissement » à 137 depuis.⁴⁹ En raison de ces restrictions, l'UNRWA n'a reçu qu'une fraction des chargements de matériaux de construction qui auraient dû lui parvenir conformément au calendrier convenu avec Israël.

A Gaza, la situation est encore pire dans le **secteur privé**. Le secteur privé est dans l'impossibilité d'importer des matériaux de construction, y compris du béton, de l'acier et du gravier, ce qui entrave les efforts fournis par la population pour reconstruire leur logement, leurs entreprises et leurs autres biens.⁴⁹ Plus de 6.000 logements ont été détruits ou gravement endommagés pendant l'opération Plomb durci et seulement 22% des logements ayant subi de graves dommages ont été réparés à ce jour, au moyen de décombres recyclés et de ciment importé clandestinement par les tunnels.⁵⁰

Le gouvernement israélien a déclaré qu'il restreint les importations de matériaux de construction car ils « sont susceptibles d'être utilisés par le Hamas à des fins militaires » et qu'il n'autorisera leur entrée sur le territoire que pour les projets internationaux approuvés par l'Autorité palestinienne.⁵¹ Toutefois, le ciment étant accessible via les tunnels, cette politique résulte en une restriction des matériaux de construction pour les organisations internationales qui doivent faire face à la fois aux lourdes procédures mises en place par Israël et aux restrictions imposées par les gouvernements des pays donateurs. Dans le même temps, les civils palestiniens ne peuvent en général pas se permettre d'acheter des matériaux de construction arrivant via les tunnels compte tenu de leurs prix exorbitants. En outre, en liant les projets de la communauté internationale à Gaza plus étroitement à l'Autorité palestinienne plutôt qu'aux autorités du Hamas, la nouvelle politique intensifie les divisions intra-palestiniennes et politise l'aide internationale à Gaza.

4. ENFERMEMENT DE LA POPULATION

Etude de cas : Nasma Abu Lasheen et l'accès aux soins de santé

Nasma Abu Lasheen, une petite Gazaouie de deux ans atteinte de leucémie, est décédée le 16 octobre 2010 parce que les autorités israéliennes ne lui ont pas délivré dans les temps le permis urgent dont elle avait besoin pour suivre un traitement médical qui aurait pu lui sauver la vie dans un hôpital israélien. Quand le permis lui a été octroyé après plus d'une semaine d'attente, il était déjà trop tard.⁵⁸

Les patients palestiniens qui ont besoin d'un traitement médical spécialisé non disponible à Gaza sont l'une des rares catégories autorisées à quitter la bande de Gaza, sur obtention d'un permis. Cependant, l'octroi des autorisations est fréquemment retardé ou refusé par les autorités israéliennes, ce qui peut avoir des conséquences terribles. A cause des retards, les patients ratent souvent leurs rendez-vous à l'hôpital et doivent recommencer la procédure depuis le début. Depuis 2009, 33 patients sont morts avant d'avoir pu accéder à l'hôpital auquel ils avaient été adressés.⁵⁹ La situation est pire pour les enfants étant donné qu'ils ne peuvent être accompagnés par un membre de leur famille pouvant prendre soin d'eux, ce qui constitue un risque supplémentaire pour la protection des jeunes patients. Certains patients qui demandent un permis sont interrogés par les services de renseignement israéliens au point de passage d'Erez, ce qui suscite de sérieux doutes quant à la conditionnalité des sorties pour traitement médical.

Vu l'absence de progrès du côté israélien et l'ouverture accrue du point de passage de Rafah depuis juin 2010, une proportion significativement plus élevée de patients venant de Gaza va désormais se faire soigner en Egypte, même si le voyage vers les hôpitaux égyptiens est nettement plus long et peut mettre en péril les soins et les cas d'urgence.⁶⁰

La nécessité d'envoyer les patients se faire traiter en dehors de Gaza est renforcée par les restrictions israéliennes imposées aux importations d'équipement médical et de pièces de rechange. Depuis « l'assouplissement », une plus grande quantité d'équipement peut être importée sur le territoire de Gaza, mais certains types d'équipements essentiels restent bannis, tels que les appareils de radiothérapie utilisés en oncologie, les appareils d'endoscopie et de laparoscopie utilisés en chirurgie, les microscopes et d'autres équipements optiques.⁶¹

Les Palestiniens ne jouissent toujours pas de la libre circulation et ne peuvent donc pas voyager, travailler, étudier ni rendre visite à des membres de leur famille à l'étranger. L'interdiction s'applique également aux déplacements entre Gaza et la Cisjordanie, y compris vers Jérusalem-Est, alors que la communauté internationale et Israël ont reconnu dans le cadre des Accords d'Oslo que ces territoires constituent une entité territoriale unique. Or, ces déplacements sont essentiels au fonctionnement normal de la société palestinienne. Lors de l'annonce de « l'assouplissement », le gouvernement israélien a déclaré que « si la situation s'améliore », il envisagera de trouver des solutions pour faciliter la circulation des personnes de et vers Gaza. Toutefois, hormis pour les hommes et femmes d'affaires, il n'y a aucun signe visible d'allègement des restrictions et d'extension des critères. Depuis août 2010, seuls 2.140 résidents en moyenne (hors catégories exceptionnelles) ont pu quitter Gaza par le point de passage d'Erez chaque mois, soit un niveau similaire à celui enregistré avant « l'assouplissement ».⁵⁴ Ce chiffre représente moins de 1% du nombre de sorties en septembre 2000, avant le renforcement des restrictions à la circulation des Palestiniens.⁵⁵

En dépit de l'engagement des autorités israéliennes pris dans l'annonce du 20 juin de rationaliser les permis d'entrée et de sortie de et vers Gaza pour des raisons médicales et humanitaires et pour les travailleurs des organisations humanitaires, aucune amélioration tangible n'est actuellement constatée dans la pratique. Au contraire, le nombre de permis délivrés au personnel humanitaire national des agences des Nations unies a diminué.⁵⁶ La politique d'octroi des permis aux travailleurs des associations humanitaires et aux malades demeure arbitraire, imprévisible et longue.

Le seul changement positif significatif dans le domaine de la libre circulation réside dans l'augmentation du nombre d'hommes et femmes d'affaires autorisés à quitter et à entrer à Gaza par le point de passage d'Erez, qui a été multiplié par quatre.⁵⁷ Il s'agit d'une amélioration qu'il convient de mettre à profit pour viser la libre circulation de toute la population.

Les défenseurs des droits humains de Gaza se voient également refuser toute sortie par le point de passage d'Erez et ne sont pas autorisés à rencontrer leurs homologues en Israël et en Cisjordanie, ni à voyager à l'étranger. Les travailleurs internationaux pour les droits humains sont interdits d'entrer à Gaza via Erez.

Contrairement à ce qui se passe du côté israélien, on note un accroissement significatif des mouvements via le point de passage de Rafah à la frontière égyptienne depuis l'extension de l'ouverture en juin 2010. Malgré cette amélioration, il y a toujours des restrictions sur les catégories d'individus autorisés à traverser le point de passage frontalier.

Etude de cas : Fatma Sharif et l'accès à l'éducation

Fatma Sharif, avocate gazaouie âgée de 29 ans, a été admise à un master en droits de l'homme et démocratie à l'université de Cisjordanie et devait commencer ses études en août 2010. Toutefois, les autorités israéliennes ont rejeté la demande de permis qu'elle avait introduite pour quitter Gaza à destination de la Cisjordanie.⁶⁰

Depuis 2000, Israël a imposé une interdiction générale de passage pour la population de Gaza désireuse de se rendre en Cisjordanie, y compris les étudiants. Israël autorise seulement le départ d'étudiants bénéficiant d'une bourse octroyée par une université de pays « amis » sélectionnés, mais pas celui des étudiants non boursiers ou inscrits dans d'autres pays. Depuis « l'assouplissement », aucun changement n'a été observé au début de la nouvelle année académique en cette matière.

5. RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE



Photo: Karl Schembri/Oxfam

Jamal Basala, pêcheur à Rafah, employait 20 pêcheurs sur son chalutier. Cependant, vu l'instauration d'une limite fixée à 3 miles nautiques et les tirs quotidiens des forces navales israéliennes, ses revenus ont chuté de manière catastrophique. Il n'est plus en mesure d'engager du personnel et dépend de l'aide alimentaire.

Etude de cas : Jamal Basala et l'accès aux zones de pêche de Gaza

Alors que les Accords d'Oslo octroyaient aux Palestiniens une zone maritime allant jusqu'à 20 miles nautiques de la côte, Israël a progressivement réduit cette limite à 3 miles nautiques, empêchant ainsi l'accès à 85% de la zone convenue à Oslo. Cette mesure a eu un effet dévastateur sur l'industrie halieutique de Gaza, confinée loin des bancs de gros poissons qui restent hors de portée des pêcheurs. Entre 2008 et 2009, les prises totales ont diminué de 47%.⁶¹ Le taux de pauvreté parmi les 4.000 pêcheurs de Gaza atteint près de 90%, contre 50% en 2008.⁶² Les forces navales israéliennes imposent le respect de la limite en tirant quotidiennement à balles réelles sur les bateaux de pêche, même si ceux-ci restent dans la limite des 3 miles nautiques, faisant parfois des blessés.

Une nouvelle action internationale visant à garantir la levée immédiate, durable et complète du blocus, dans le respect du droit international, s'impose⁶⁴. Dans ce cadre, il est nécessaire d'obtenir la libre circulation des personnes de et vers Gaza, la fin de l'interdiction des exportations, l'autorisation des importations de matériaux de construction, y compris ceux destinés au secteur privé et les matières premières, l'extension des opérations aux points de passage, la levée des restrictions aux importations de combustibles et l'accès aux zones agricoles et de pêche de Gaza. La sécurité des civils israéliens et palestiniens doit être garantie et les autorités doivent pouvoir contrôler de manière légitime les biens et personnes traversant les points de passage, conformément au droit international. Le rétablissement et le respect du droit international et la mise en place d'opportunités d'avenir positives et autonomes pour la population accroîtra la sécurité des populations civiles d'Israël et du Territoire palestinien occupé, et non le contraire.

C'est en premier lieu à Israël, en tant que puissance d'occupation, qu'incombe la responsabilité de lever le blocus et de garantir le bien-être des civils palestiniens, étant donné que l'Etat contrôle l'espace aérien, les eaux territoriales, la plupart des points de passage et d'autres aspects importants de la vie des résidents. Les autorités du Hamas à Gaza, l'Autorité palestinienne et l'Egypte doivent également faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider la population civile de Gaza. Ceci implique que les autorités du Hamas ont l'obligation de cesser et prévenir immédiatement toutes les attaques contre les civils israéliens.


La communauté internationale a elle aussi un rôle à jouer pour que ses appels réitérés à la levée du blocus soient enfin entendus.

- 1) Lancer une nouvelle initiative diplomatique concertée pour la levée immédiate, sans condition et complète du blocus, comprenant :
 - la libre circulation des personnes, y compris le personnel humanitaire, de et vers Gaza;
 - l'autorisation des exportations à partir de Gaza;
 - l'autorisation des importations de matériaux de construction, y compris ceux destinés au secteur privé;
 - l'autorisation des importations de matières premières;
 - l'extension des opérations aux points de passage;
 - la levée des restrictions aux importations de combustibles;
 - l'accès garanti aux zones agricoles et de pêche de Gaza, et la protection des civils dans ces zones.
- 2) Convoquer une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU afin de revoir l'implémentation de la résolution n°1860, qui souligne « la nécessité de faire en sorte que les biens et les personnes puissent emprunter régulièrement et durablement les points de passage de Gaza » et appelle à « l'adoption de mesures tangibles en vue de la réconciliation entre Palestiniens ». De nouvelles mesures s'imposent pour que sa mise en œuvre soit possible.
- 3) Planifier une visite à Gaza lors de chaque visite de haut niveau à Israël et dans le Territoire palestinien occupé.
- 4) Déclarer explicitement que le blocus actuel est illégal en vertu du droit international.
- 5) Mener de réelles enquêtes concernant les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international commises par toutes les parties, dont les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens, afin de prévenir d'ultérieures violations.

NOTES

- 1 Déclaration faisant suite à la réunion du Cabinet de sécurité israélien, 20 juin 2010, <http://www.pmo.gov.il/PMOEng/Communication/Spokesman/2010/06/spokemediniyut206010.htm>
- 2 Par exemple, Tony Blair, représentant du Quartet, a déclaré : « Ces changements sont significatifs et, une fois mis en oeuvre, ils devraient avoir une influence majeure sur la vie quotidienne des populations de Gaza, ainsi que sur le secteur privé. » The Office of Tony Blair, New Gaza Guidelines Will Support Health, Education, Water and Sanitation Projects, 5 juillet 2010, <http://www.tonyblairoffice.org/news/entry/quartet-representative-tony-blair-welcomes-israels-publication-of-controlle>.
- 3 Information fournie par l'UNRWA en date du 25 novembre 2010. Ce calcul est basé sur la valeur totale du plan de construction en dollars US.
- 4 OCHA, Gaza Crossings Online Database, chiffres pour août-novembre 2010, <http://www.ochaopt.org/GazaCrossings.aspx>
- 5 En tant que puissance occupante, Israël a également l'obligation de préserver la santé et le bien-être de la population civile de Gaza. Les lois internationales relatives au droit humanitaire et aux droits de l'homme autorisent les restrictions au passage de biens et de personnes, dans la limite nécessaire et en fonction des menaces concrètes pesant sur la sécurité. Les mesures de sécurité doivent respecter les droits fondamentaux à la libre circulation, à la santé, à des conditions de vie décentes, à la protection contre la faim, et assurer la protection des enfants.
- 6 Réponse du procureur général israélien dans le cadre d'un procès intenté par l'ONG israélienne Gisha : « Il va sans dire que l'inclusion même de cette dernière qualification dans l'article prouve que la destruction de l'économie ennemie est en soi un moyen légitime en période de guerre et une considération importante même si l'entrée de convois humanitaires est autorisée. » 17 novembre 2010, <http://www.gisha.org/UserFiles/File/Israel%20uses%20the%20closure%20as%20economic%20warfare.pdf>
- 7 Comité international de la Croix-Rouge, Gaza Closure : Not Another Year!, 14 juin 2010, <http://www.icrc.org/Web/Eng/siteeng0.nsf/htmlall/palestine-update-140610>.
- 8 Déclaration faisant suite à la réunion du Cabinet de sécurité israélien, 20 juin 2010. <http://www.pmo.gov.il/PMOEng/Communication/Spokesman/2010/06/spokemediniyut206010.htm>
- 9 OCHA, Gaza Crossings Online Database, chiffres pour janvier-mai et août-novembre 2010, comparés aux cinq premiers mois de 2007.
- 10 La « liste négative » a été publiée le 4 juillet 2010 et comporte deux parties :
 - Une liste de produits militaires et à « double usage » (civil et militaire). Les biens à double usage vont bien au-delà de la liste de l'Arrangement de Wassenaar acceptée sur le plan international, portant sur les produits à double usage et reprise dans la législation nationale israélienne.
 - Une liste des produits et matériaux de construction autorisés à pénétrer sur le territoire de Gaza uniquement pour les projets internationaux approuvés par l'Autorité palestinienne Israel Ministry of Foreign Affairs, Gaza : Lists of Controlled Entry Items, 4 July 2010, http://www.mfa.gov.il/MFA/HumanitarianAid/Palestinians/Lists_Controlled_Entry_Items_4-Jul-2010.htm.
- 11 Par exemple, équipement industriel et équipement et matériel destinés aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Selon le WASH Cluster oPt, à peine 25% des matériaux nécessaires aux projets WASH ont été autorisés à pénétrer sur le territoire de Gaza depuis « l'assouplissement », alors qu'au moins 61% des matériaux ne sont pas repris sur la liste des produits faisant l'objet d'une restriction et devraient dès lors être autorisés sans permis spécial. Informations du WASH Cluster oPt, 27 octobre 2010. Voir également OCHA, The Humanitarian Monitor, septembre 2010, http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2010_10_19_english.pdf.
- 12 PalTrade, Crossings Bi-Monthly Monitoring Report, August-September 2010, 14 octobre 2010, http://www.paltrade.org/cms/images/enpublications/GAZA%20REPORT%20Aug%20_%20Sep.pdf.
- 13 OCHA, Gaza Crossings Online Database, chiffres pour août-novembre 2010, <http://www.ochaopt.org/GazaCrossings.aspx>
- 14 Informations de l'UNRWA au 25 novembre 2010.
- 15 Le convoyeur à courroie de Karni aurait dû traiter 120 camions sur 3 jours par semaine contre 80 camions sur 2 jours par semaine actuellement. Maj. Gen. Eitan Dangot, Coordinator of Government Activities in the Territories, Easing of the Closure of Gaza, 6 juillet 2010, <http://dover.idf.il/IDF/English/News/today/10/07/0601.htm>; OCHA, The Humanitarian Monitor, juillet 2010, http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2010_08_25_english.pdf
- 16 OCHA, Gaza Crossings Online Database, chiffres pour janvier-mai et août-novembre 2010, <http://www.ochaopt.org/GazaCrossings.aspx>
- 17 OCHA, Gaza Crossings Online Database, chiffres pour janvier-mai et août-novembre 2010, <http://www.ochaopt.org/GazaCrossings.aspx>
- 18 Gisha, Facts Behind MFA Report on "Easing" of Gaza Closure, 21 septembre 2010, <http://www.gisha.org/index.php?intLanguage=2&intSiteSN=119&intItemid=1890>.
- 19 En septembre 2010, seules 47% des demandes d'entrées et de sorties introduites par les agences des Nations unies pour leur personnel national ont été approuvées, et seulement 45% en octobre, alors que la moyenne était de 76% au cours du premier semestre 2010. OCHA, The Humanitarian Monitor, septembre 2010, http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2010_10_19_english.pdf OCHA, The Humanitarian Monitor, octobre 2010, http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2010_11_12_english.pdf
- 20 Voir, par exemple, Associated Press, Israeli General Lays Out Plan for Reviving Gaza, 26 octobre 2010, http://www.salon.com/wires/print.html?story=D9J3APHG0_ml_israel_gaza_s_gatekeeper.
- 21 PalTrade, Gaza Strip - Crossings Bi-Monthly Monitoring Report, August-September 2010, 14 octobre 2010, http://www.paltrade.org/cms/images/enpublications/GAZA%20REPORT%20Aug%20_%20Sep.pdf
- 22 OCHA/Programme alimentaire mondial, Between the Fence and a Hard Place: The Humanitarian Impact of Israeli-Imposed Restrictions on Access to Land and Sea in the Gaza Strip, Special Focus, août 2010, http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_special_focus_2010_08_19_english.pdf.
- 23 Chiffres depuis le 1^{er} juillet 2010. Informations fournies par l'OCHA Jérusalem, 4 novembre 2010.
- 24 OCHA, Gaza Crossings Online Database, <http://www.ochaopt.org/GazaCrossings.aspx> Avant le blocus, les matériaux de construction et les matières premières représentaient 65% des volumes d'importation. Informations fournies par l'OCHA Jérusalem, 12 novembre 2010
- 25 PalTrade, Gaza Strip - Crossings Bi-Monthly Monitoring Report, August-September 2010, 14 octobre 2010, http://www.paltrade.org/cms/images/enpublications/GAZA%20REPORT%20Aug%20_%20Sep.pdf.
- 26 Les représentants israéliens ont manifesté leur volonté d'autoriser certaines exportations au printemps 2011, mais imposent comme condition la présence de l'Autorité palestinienne aux points de passage. Voir, par exemple, Associated Press, Israeli General Lays Out Plan for Reviving Gaza, 26 octobre 2010, http://www.salon.com/wires/print.html?story=D9J3APHG0_ml_israel_gaza_s_gatekeeper. Des cargaisons limitées d' illets et de fraises ont été exportées dans le passé en l'absence de l'Autorité palestinienne aux points de passage.
- 27 PalTrade, Gaza Strip - Crossings Bi-Monthly Monitoring Report, August-September 2010, 14 octobre 2010, http://www.paltrade.org/cms/images/enpublications/GAZA%20REPORT%20Aug%20_%20Sep.pdf.
- 28 Ibid.
- 29 Banque mondiale, The Underpinnings of the Future Palestinian State : Sustainable Growth and Institutions, Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee, 21 septembre 2010, <http://siteresources.worldbank.org/INTWESTBANKGAZA/Resources/WorldBankSep2010AHLReport.pdf>.
- 30 PalTrade, Gaza Strip - Crossings Bi-Monthly Monitoring Report, August-September 2010, 14 octobre 2010, http://www.paltrade.org/cms/images/enpublications/GAZA%20REPORT%20Aug%20_%20Sep.pdf. Ces indicateurs font apparaître une légère amélioration par rapport à 2009. Selon la Banque mondiale, cette amélioration est essentiellement due au fait que les entreprises ont eu le temps de s'adapter au blocus et à l'accès accru aux biens importés via les tunnels. Banque mondiale, The Underpinnings of the Future Palestinian State : Sustainable Growth and Institutions, Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee, 21 septembre 2010, <http://siteresources.worldbank.org/INTWESTBANKGAZA/Resources/WorldBankSep2010AHLReport.pdf>.

- 31 PalTrade, Gaza Strip - Crossings Bi-Monthly Monitoring Report, August-September 2010, 14 octobre 2010, <http://www.paltrade.org/cms/images/enpublications/GAZA%20REPORT%20Aug%20-%20Sep.pdf>; The Independent, How Good News Became Bad for Gaza. Israel Eased the Trade Embargo - But It's Bringing Some Palestinian Businesses to Their Knees, 10 octobre 2010, <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/how-good-news-became-bad-for-gaza-2102586.html>; BBC News Middle East, Gaza Businesses Boxed in by Israeli Export Ban, 2 novembre 2010, <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-11668080>; Gisha, Gaza Gateway Facts and Analysis about the Crossings, For Gaza Tailors, Market is Flooded, External Markets are Banned, 26 août 2010, <http://www.gazagateway.org/2010/08/for-gaza-tailors-market-is-flooded-external-markets-are-banned/>.
- 32 Banque mondiale, The Underpinnings of the Future Palestinian State: Sustainable Growth and Institutions, Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee, 21 septembre 2010, <http://siteresources.worldbank.org/INTWESTBANKGAZA/Resources/WorldBankSep2010AHLReport.pdf>.
- 33 Macroeconomic and Fiscal Framework for the West Bank and Gaza: Sixth Review of Progress, Staff Report for the Meeting of the Ad Hoc Liaison Committee, 21 septembre 2010, <http://www.imf.org/external/country/WBG/RR/2010/092110.pdf>
- 34 Ibid.
- 35 UNRWA, Thousands missing out on education in Gaza, 6 juillet 2010, <http://www.unrwa.org/etemplate.php?id=731>
- 36 Programme alimentaire mondial/Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, Occupied Palestinian Territory - Food Security and Vulnerability Analysis Report, décembre 2009, <http://home.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp213663.pdf>.
- 37 Banque mondiale, The Underpinnings of the Future Palestinian State: Sustainable Growth and Institutions, Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee, 21 septembre 2010, <http://siteresources.worldbank.org/INTWESTBANKGAZA/Resources/WorldBankSep2010AHLReport.pdf>. Macroeconomic and Fiscal Framework for the West Bank and Gaza: Sixth Review of Progress, Staff Report for the Meeting of the Ad Hoc Liaison Committee, 21 septembre 2010, <http://www.imf.org/external/country/WBG/RR/2010/092110.pdf>.
- 38 OCHA, The Humanitarian Monitor, septembre 2010, http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2010_10_19_english.pdf.
- 39 WASH Cluster oPt, Monthly Situation Report, 30 octobre 2010.
- 40 EWASH, The Impact of the Blockade on Water and Sanitation in Gaza, juillet 2010.
- 41 Ibid.
- 42 Information fournie par l'UNRWA Gaza au 23 novembre 2010.
- 43 Shelter Sector Gaza, Gaza Housing Needs after Three Years of Blockade and War, Shelter Advocacy Fact-Sheet 2, juin 2010, <http://www.ngovoice.org/documents/Shelter%20Gaza-fact-sheet-2-June%202010.pdf>. Voir également IRIN, OPT : Obstacles on Road to Gaza Rebuilding, 30 juin 2010, <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=89679>.
- 44 OCHA, Gaza Crossings Online Database, Période août-octobre 2010, <http://www.ochaopt.org/GazaCrossings.aspx>.
- 45 Informations fournies par l'UNRWA au 25 novembre 2010.
- 46 IDF, Easing of the Closure of Gaza, 6 juillet 2010, <http://dover.idf.il/IDF/English/News/today/10/07/0601.htm>; OCHA, The Humanitarian Monitor, juillet 2010, http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2010_08_25_english.pdf.
- 47 OCHA, Gaza Crossings Online Database, chiffres pour janvier-mai et août-novembre 2010, <http://www.ochaopt.org/GazaCrossings.aspx>
- 48 Informations fournies par l'UNRWA. Voir également OCHA, The Humanitarian Monitor, septembre 2010, http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2010_10_19_english.pdf et Gisha, Due to Gaza Closure, 40,000 Students Refused from UNRWA Schools, 15 septembre 2010, <http://www.gisha.org/index.php?intLanguage=2&intSiteSN=113&intItemid=1871>.
- 49 Ces produits ne sont pas repris dans la liste des produits à double usage stipulée dans l'Arrangement de Wassenaar, accepté sur le plan international, et également répercutée dans la législation nationale israélienne.
- 50 Information fournie par l'UNRWA Gaza au 23 novembre 2010.
- 51 Ministère israélien des Affaires étrangères, Gaza : Lists of Controlled Entry Items, 4 juillet 2010, http://www.mfa.gov.il/MFA/HumanitarianAid/Palestinians/Lists_Controlled_Entry_Items_4-Jul-2010.htm.
- 52 Chiffres relatifs à août-octobre 2010. En avril-juin 2010, la moyenne mensuelle était de 2.083. Données fournies par Gisha, novembre 2010.
- 53 Gisha, Facts Behind MFA Report on "Easing" of Gaza Closure, 21 septembre 2010, <http://www.gisha.org/index.php?intLanguage=2&intSiteSN=119&intItemid=1890>.
- 54 En septembre 2010, seules 47% des demandes d'entrée et de sortie introduites par les agences des Nations unies pour leur personnel national ont été approuvées, et seulement 45% en octobre, alors que la moyenne était de 76% pendant le premier semestre 2010. OCHA, The Humanitarian Monitor, septembre 2010, http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2010_10_19_english.pdf OCHA, The Humanitarian Monitor, octobre 2010, http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2010_11_12_english.pdf
- 55 Le nombre d'autorisations de sortie délivrées aux hommes et femmes d'affaires est passé de 114 en avril-juin 2010 à 448 en août-octobre 2010. Données fournies par Gisha, novembre 2010.
- 56 Physicians for Human Rights – Israel, Delayed Exit of a Toddler from Gaza Results in Death, 20 octobre 2010, <http://theonlydemocracy.org/2010/10/phr-israel-delayed-exit-of-a-toddler-from-gaza-results-in-death/>
- 57 OMS, MONTHLY REPORT Referral of Patients from the Gaza Strip, septembre 2010, http://www.issuu.com/who-opt/docs/update_rad_september_2010.
- 58 Le nombre de patients envoyés en Egypte pour y subir un traitement a quasiment doublé depuis juin 2010. Alors qu'entre janvier et mai 2010, 24% des patients envoyés dans des hôpitaux hors de Gaza se rendaient en Egypte, ce pourcentage est passé à 41% depuis le mois de juin. OMS, MONTHLY REPORT Referral of Patients from the Gaza Strip, septembre 2010, http://www.issuu.com/who-opt/docs/update_rad_september_2010
- 59 Informations fournies par Physicians for Human Rights – Israel, octobre 2010.
- 60 Al Mezan Center for Human Rights, et Gisha, Human Rights Lawyer in Gaza to Baroness Catherine Ashton: Use Your Power to Assist Students from Gaza to Reach Their Studies in the West Bank, 18 July 2010, http://www.mezan.org/en/details.php?id=10499&ddname=crossings_education&id_dept=31&id2=9&p=center.
- 61 Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Farming without Land, Fishing without Water: Gaza Agriculture Sector Struggles to Survive, mai 2010, <http://unispal.un.org/UNISPAL.NSF/0/9A265F2A909E9A1D8525772E004FC34B>.
- 62 Le seuil de pauvreté est atteint en dessous d'un revenu mensuel de 190 USD. Comité international de la Croix-Rouge, Gaza Closure : Not Another Year!, 14 juin 2010, <http://www.icrc.org/Web/Eng/siteeng0.nsf/htmlall/palestine-update-140610>.
- 63 Council of the European Union, EU Council conclusions on Gaza, 3023rd Foreign Affairs Council meeting Luxembourg, 14 June 2010: "In line with UNSC Resolution 1860, the EU reiterates its call for an immediate, sustained and unconditional opening of crossings for the flow of humanitarian aid, commercial goods and persons to and from Gaza including goods from the West Bank. The Council calls for a solution that addresses Israel's legitimate security concerns including a complete stop to all violence and arms smuggling into Gaza." http://www.consilium.europa.eu/uodocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115158.pdf
- 64 De juin à novembre 2010, 30 obus de mortiers et 40 missiles ont été tirés de Gaza en direction d'Israël, ne faisant aucune victime. 17 novembre 2010, http://www.mfa.gov.il/MFA/Terrorism-+Obstacle-to+Peace/Hamas+war+against+Israel/Palestinian_ceasefire_violations_since_end_Operation_Cast_Lead.htm

A nighttime photograph of a cityscape. The sky is dark with some clouds and a faint orange glow on the horizon. In the foreground, a tall, multi-story building is brightly lit, with many windows glowing. The building has a distinctive architectural style with arched windows. In the background, other buildings and city lights are visible, creating a dense urban scene.

CE RAPPORT EST PUBLIÉ PAR : AMNESTY INTERNATIONAL UK • BROEDERLIJK DELEN • CAFOD • CARE ÖSTERREICH • CCFD-TERRE SOLIDAIRE • CHRISTIAN AID • CHURCH OF SWEDEN • CORDAID • DIAKONIA • FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME (FIDH) • HANDICAP INTERNATIONAL • ICCO • IKV PAX CHRISTI • MEDICAL AID FOR PALESTINIANS • MEDICO INTERNATIONAL • MS ACTION AID DENMARK • MERLIN • NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL (NRC) • QUAKER COUNCIL FOR EUROPEAN AFFAIRS • OXFAM INTERNATIONAL • REHABILITATION AND RESEARCH CENTRE FOR TORTURE VICTIMS (RCT) • REDD BARNA • RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME (REMDH) • SAVE THE CHILDREN UK • TROCAIRE • UCP

Maquette: www.daretoknow.co.uk